

Unité départementale Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 06/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GARDET ET DE BEZENAC

582, rue des Tilleuls
Lieu-dit Le Gal
76970 Grémonville

Références : UDRD.2024.05.T.338.SB.BrJ
Code AIOT : 0005805127

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/04/2024 dans l'établissement GARDET ET DE BEZENAC implanté 582, rue des Tilleuls Lieu-dit Le Gal 76970 Grémonville. L'inspection a été annoncée le 13/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre de l'action nationale relative à l'analyse des substances per - et polyfluoroalkylées PFAS dans les rejets aqueux, l'inspection s'est rendue le 9 avril 2024 sur le site de la société GARDET ET DE BEZENAC situé au n° 582, rue des Tilleuls à GRÉMONVILLE (76970), afin de vérifier la conformité à l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 «PFAS».

Cette visite a aussi été l'occasion, dans le cadre de l'action régionale sur les installations électriques de vérifier le suivi de ces installations.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GARDET ET DE BEZENAC
- 582, rue des Tilleuls Lieu-dit Le Gal 76970 Grémonville
- Code AIOT : 0005805127
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société GARDET ET DE BEZENAC est autorisée par arrêté préfectoral du 23 juillet 2020 pour l'exploitation d'installations de stockage, dépollution et démontage de véhicules hors d'usage ; de tri, transit et regroupement de déchets, de valorisation des déchets plastiques, de démantèlement d'unités ferroviaires, de traitement de pièces recouvertes de peinture au plomb ou d'amiante et de déchetterie réservée aux professionnels.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- AN24 PFAS
- ATEX
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Présence de non-conformités suite au contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande d'action corrective	2 mois
5	Etat général visuel des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande d'action corrective	1 mois
10	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
11	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet
2	Limite d'intervention du contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Zonage ATEX et adéquation du matériel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Sans objet
6	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
7	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
8	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
9	Exigences pour le prélèvement	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant réalise périodiquement le contrôle de ses installations électriques associé à un plan d'actions afin de lever les non-conformités relevées (changement d'un bloc autonome d'éclairage de sécurité, marquage apparent à mettre en place, remplacement d'un interrupteur...). Ces actions seront à mettre en œuvre au plus tard le 1^{er} juillet 2024.

De plus, des travaux de réparation (de la vitre de la salle de tri, de la fuite d'eau, du surpresseur défectueux...) dans le bâtiment de production sont attendus au plus tard sous un délai d'un mois.

Enfin, concernant les campagnes de mesures des substances PFAS dans les rejets aqueux, l'exploitant doit transmettre à l'inspection les rapports d'analyses au plus tard sous deux mois après la dernière campagne de mesures (du 27 juin 2024) et télédéclarer dans l'outil GIDAF les résultats commentés au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
Prescription contrôlée : A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques » ... Les dispositions du point A sont applicables au 1 ^{er} juillet 2023. ...

<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant a procédé au contrôle de ses installations électriques le 19 et 20 décembre 2023 par un organisme accrédité ainsi qu'à une vérification Q18 qui conclut que l'ensemble des installations ne peut pas entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Limite d'intervention du contrôle des installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »</p> <p>...</p> <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1^{er} juillet 2023.</p> <p>...</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que la vérification Q18 indique bien une vérification complète des installations et le rapport de vérification des installations électriques précise un rapport complet, aucune limite d'intervention mentionnée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Présence de non-conformités suite au contrôle des installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A . Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate 9 observations dans le rapport de contrôle des installations électriques dont 2 (présence d'infiltration dans le transformateur n° 1 et absence de définition de la zone ATEX de l'aire de distribution de carburant) ont déjà été signalées lors du précédent contrôle. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la levée de ces observations.</p> <p>Après la visite, l'exploitant a transmis par courriel du 17 avril 2024, un plan d'action associé à des délais afin de lever les observations relevées ainsi qu'un devis auprès d'un électricien pour une intervention le 15 avril 2024 sur 5 observations. L'inspection estime que le délai à échéance au 15 décembre 2024 pour lever les observations est trop long.</p>

<p>L'exploitant a également transmis dans son courriel du 17 avril 2024 des photographies justifiant de l'identification de la zone ATEX sur l'aire de carburant et du départ SNADEC (société de désamiantage du site).</p> <p>L'exploitant indique que l'étanchéité du poste haute tension ainsi que le changement du bloc d'éclairage donnant accès à l'atelier de la ligne plastique seront réalisés en juin 2024, au moment du démontage de la ligne plastique. L'exploitant déclare à ce sujet qu'il envisage de déménager cette activité sur un autre site dans le Nord de la France. L'inspection constate le jour de la visite que l'activité de la ligne de plastique est à l'arrêt en raison d'une panne.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande n° 1 :</u> l'exploitant doit lever toutes les non-conformités relevées dans le rapport des installations électriques <u>au plus tard le 1^{er} juillet 2024</u>. Le plan d'action associé, mis à jour sera à transmettre à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Zonage ATEX et adéquation du matériel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que la zone ATEX n'est toujours pas définie et matérialisée au niveau de l'aire de distribution de carburant et notamment autour des deux événements. Après la visite, l'exploitant a transmis par courriel du 17 avril 2024, une photographie montrant la zone à risque matérialisée par un pictogramme ATEX dans le périmètre de 1 mètre autour des événements.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Etat général visuel des installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »</p> <p>...</p>

Les dispositions du point A sont applicables au 1 ^{er} juillet 2023. ...
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a réalisé un contrôle visuel sur l'armoire électrique de la ligne plastique (du bâtiment principal) et n'a pas relevé d'amas de poussières.</p> <p>Par contre, l'inspection constate l'absence de vitre sur une porte et la présence de salissure sur l'armoire électrique dans la salle de tri du bâtiment de production. L'inspection constate également dans ce même bâtiment la présence d'eau au sol (a priori une fuite de canalisation d'eau) située juste en dessous du passage d'un fil électrique qui a été relevé pour éviter tout contact.</p> <p>L'inspection constate également que le surpresseur dans le local destiné à alimenter les RIA du bâtiment de production fuit toujours, mais il n'y a aucune incidence sur l'utilisation des RIA vérifié le 21 février 2024 selon les dires de l'exploitant. L'inspection constate que les cuves d'eau destinées à alimenter les RIA sont pleines. L'exploitant déclare que la commande du remplacement du surpresseur est passée depuis le 19 février 2024 mais que l'intervention tarde après plusieurs relances du fournisseur.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande n° 2 :</u> l'exploitant doit au plus tard sous un délai d'un mois nettoyer l'armoire électrique, réparer la porte de la salle de tri et la fuite d'eau dans le bâtiment de production afin de prévenir tout risque électrique en présence de câble électrique.</p> <p><u>Demande n° 3 :</u> l'exploitant doit au plus tard sous un délai d'un mois réparer voire remplacer le surpresseur défectueux.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise avoir établi sa liste des substances PFAS susceptibles d'être rejetées par les installations à partir de sa recherche documentaire réalisé sur le site du BRGM selon le type de ses activités avec les codes NAF (nomenclature des activités françaises). Il en est ressorti 2 substances : acide perfluorooctanoïque et acide sulfonique de perfluooctane qui sont déjà dans la liste des 20 substances obligatoires de l'arrêté du 20 juin 2023 susvisé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Réalisation des campagnes d'analyse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1^{er} réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est soumis aux rubriques n° 3510 et 3532 impliquant un délai de 9 mois à partir du 27 juin 2023 soit au 27 mars 2024 pour réaliser la 1^{re} campagne de recherche de substance PFAS.</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant n'a pas encore débuté la campagne mais a contractualisé (bon de commande en date du 18 mars 2024) avec un organisme agréé afin de réaliser les prélèvements suivant le calendrier: le 11 avril, le 16 mai et le 27 juin 2024.</p> <p>Les analyses seront réalisées sur le point de rejet n° 2, en sortie du séparateur à hydrocarbures avant la réserve incendie et le bassin d'infiltration.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que l'organisme mandaté est bien accrédité COFRAC (Comité Français d'accréditation).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Exigences pour le prélèvement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.</p> <p>Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection n'a pas pu vérifier ce point de contrôle, les campagnes de prélèvement n'ayant pas encore débutées. Toutefois, les prélèvements sont bien prévus sur une durée de 24 heures selon les dires de l'exploitant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Précisions des mesures

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.</p> <p>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.</p> <p>Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Ce point de contrôle n'a pas pu être vérifié par l'inspection, les analyses n'ayant pas été réalisées.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Demande n° 4: l'exploitant doit transmettre à l'inspection les rapports d'analyses au plus tard sous un délai de deux mois après la dernière campagne de mesures.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : Les campagnes de mesure n'ayant pas débuté, aucun résultat n'a encore été transmis dans l'outil GIDAF.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Demande n° 5 : l'exploitant transmettra à l'inspection via l'outil GIDAF les résultats commentés au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois